



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 11 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : la roupie décroche sur fond de guerre en Iran, franchissant brièvement le seuil symbolique de 17 000 IDR/USD
- ❖ Malaisie : Kuala Lumpur dévoile une feuille de route (2026-2030) et veut porter la taille de son marché des capitaux, avec un objectif à 1 500 à 1 600 Md USD
- ❖ Thaïlande : les indications géographiques confirment leur poids économique, avec 252 produits enregistrés générant plus de 3,6 Md USD par an

LE CHIFFRE À RETENIR

105,4 Md USD

d'investissements
approuvés en 2025 par
la Malaisie, soit une
hausse de 11 % par
rapport à l'année
précédente

Région

ASEAN : le 32^e AEM Retreat met l'accent sur la résilience économique régionale face aux chocs géopolitiques

Les ministres de l'Économie de l'ASEAN se sont réunis le 13 mars à Taguig (Philippines) à l'occasion du 32^e ASEAN Economic Ministers' (AEM) Retreat, consacré à l'examen de la conjoncture économique régionale et mondiale ainsi qu'au suivi des priorités économiques de la présidence philippine de l'ASEAN pour 2026. Dans un contexte de fortes incertitudes géopolitiques, les discussions ont notamment porté sur les conséquences économiques de l'aggravation de la crise au Moyen-Orient, en particulier ses effets potentiels sur les prix de l'énergie, l'inflation, l'emploi ainsi que les flux de transport, de logistique et de commerce dans une région fortement dépendante des échanges extérieurs. Le Secrétariat de l'ASEAN a présenté aux ministres une analyse des développements récents et de leurs implications pour les économies d'Asie du Sud-Est.

Au-delà du suivi conjoncturel, la réunion a également permis d'afficher le soutien des ministres aux priorités économiques de la présidence philippine, articulées autour du renforcement de la

résilience régionale, de l'intégration économique, de la transition verte et de la coopération numérique. Les Philippines ont en particulier mis en avant la poursuite des travaux sur l'ASEAN Digital Economy Framework Agreement (DEFA) parmi les chantiers structurants de l'agenda économique régional pour 2026.

Indonésie

Fitch abaisse la perspective associée à la note à long terme de plusieurs banques, entreprises et institutions publiques indonésiennes

Après avoir révisé, le 4 mars, la perspective associée à la note souveraine de l'Indonésie de stable à négative (cf. Brèves de la semaine 10), Fitch Ratings a étendu cette révision à plusieurs banques, entreprises et institutions publiques du pays. La perspective des notes de défaut émetteur à long terme (IDR) de quatre grandes banques publiques, Mandiri, BRI, BNI et Indonesia Eximbank, a ainsi été abaissée de stable à négative, bien que leurs notations aient été confirmées à « BBB ». En parallèle, la banque privée Bank Central Asia (BCA) a également vu sa perspective passer à négative malgré des fondamentaux solides. L'agence de notation souligne que la capacité de l'État à soutenir le secteur financier s'est affaiblie, comme l'illustre la perspective négative associée à la note souveraine, même si la volonté de soutien demeure élevée compte tenu de l'importance systémique de ces établissements bancaires. Dans le même temps, la perspective de huit grandes entreprises indonésiennes, dont Telkom, PLN et Pertamina, a aussi été révisée à négative en raison de leur étroite dépendance à la notation de l'État, tandis que cinq entités financières publiques, et notamment les fonds souverains Indonesia Investment Authority (INA) et Danantara Investment Management (DIM), ont également vu leur perspective abaissée. Fitch estime qu'une éventuelle dégradation de la note souveraine entraînerait probablement une baisse des notations des banques, entreprises et institutions concernées.

La guerre en Iran met la roupie indonésienne sous pression

La roupie indonésienne a brièvement franchi le seuil psychologique de 17 000 IDR/USD, le mardi 9 mars, s'approchant du plus bas historique de 17 300 IDR/USD enregistré lors de la crise asiatique (1997), avant de clôturer à 16 867 IDR/USD, le 11 mars 2026. Le déplacement des capitaux mondiaux vers le dollar américain, associé à la hausse de la demande intérieure en devises pour financer les importations d'énergie et de matières premières, exerce une pression accrue sur la roupie. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont également fait grimper le prix du pétrole (baril de pétrole à 95 USD, le jeudi 12 mars), renforçant le dollar. Parallèlement, les réserves de change de l'Indonésie ont continué de diminuer, passant de 154,6 Md USD en janvier à 151,9 Md USD en février 2026, en raison notamment des paiements de dette extérieure et des interventions

de Bank Indonesia pour stabiliser la monnaie. La hausse des prix du baril de pétrole ainsi que la dépréciation de la roupie accroissent le risque d'une hausse de l'inflation, alimentée également par la hausse des coûts logistiques et industriels.

L'Indonésie demande la suspension des concessions à l'égard de l'Union européenne dans le cadre du différend sur l'huile de palme

Dans une communication à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, l'Indonésie, conformément à l'article 22.2 de l'ORD, demande l'autorisation de suspendre les concessions et autres obligations à l'égard de l'Union européenne (UE). L'Indonésie invoque un manquement de l'Union européenne à se conformer aux recommandations de l'ORD, dans le cadre du différend portant sur la Directive européenne sur les énergies renouvelables de 2018 (RED II), qui limite l'éligibilité des biocarburants à base de cultures et prévoit l'élimination progressive des biocarburants à base d'huile de palme d'ici 2030. En février 2025, l'ORD avait jugé que certaines mesures étaient incompatibles avec les obligations de l'UE en vertu de l'accord sur les obstacles techniques au commerce et du GATT 1994. Le délai raisonnable accordé à l'UE pour se conformer ayant pris fin le 24 février 2026, l'Indonésie demande donc à l'ORD d'autoriser la suspension de concessions et autres obligations sur les biens, services et droits de propriété intellectuelle (GATT 1994, GATS, ADPIC). Le niveau de suspension proposé correspond à l'ampleur du préjudice subi, estimé entre 2,8 et 5,6 Md USD par an. Si l'UE conteste la suspension proposée, la question sera portée en arbitrage conformément à l'article 22.6 de l'ORD.

Malaisie

Lancement du plan directeur du marché des capitaux 2026-2030, une feuille de route ambitieuse pour un marché financier résilient et inclusif

Le Premier ministre Anwar a dévoilé le 9 mars son plan directeur du marché des capitaux (CMP) 2026-2030, une stratégie visant à développer le marché financier malaisien vers une croissance durable, inclusive et technologiquement avancée. Le plan, fondé sur quatre axes stratégiques (dynamisme du marché, inclusion financière, durabilité et positionnement régional), intègre la prise en compte des défis liés à la numérisation et de l'intelligence artificielle et fixe un objectif de taille de marché comprise entre 1 500 et 1 600 Md USD d'ici 2030 (1 095 Md USD à ce jour). Le CMP 2026-2030 s'appuie également sur le bon positionnement de la Malaisie en matière de finance islamique, avec une intégration renforcée des principes de la charia. Il prévoit par ailleurs un accès élargi aux fonds négociés en bourse (ETF) pour les participants aux régimes de retraite privés, afin de démocratiser l'investissement et de renforcer la sécurité financière des citoyens malaisiens.

La Malaisie a approuvé 105,4 Md USD d'investissements en 2025

La Malaisie a enregistré 105,4 Md USD d'investissements approuvés en 2025, soit une hausse de 11 % par rapport à 2024. Au total, 8 390 projets ont été validés (+9,2 %), susceptibles de générer 244 902 emplois potentiels (+17,9 %). Les investissements étrangers représentent 48,5 % du total, provenant principalement de Singapour et de la Chine (14,3 Md USD chacun), suivis des États-Unis (3,7 Md USD) et du Japon (1,9 Md USD). Les États les plus attractifs sont Johor (26 % des investissements), Selangor (19,7 %) et Kuala Lumpur (14,8 %). Le secteur des services concentre 65,9 % des investissements, porté notamment par la forte dynamique des technologies de l'information et de la communication (37,8 Md USD), avec l'essor de l'intelligence artificielle et des centres de données. Le secteur manufacturier représente pour sa part 30,8 % du total, avec près de trois quarts d'investissements étrangers, principalement orientés vers les équipements électriques et électroniques (E&E) et la pétrochimie. Enfin, selon l'Autorité de développement des investissements malaisiens (MIDA), 46 % des emplois attendus correspondent des postes managériaux, techniques ou spécialisés, reflétant la montée en gamme progressive du marché du travail malaisien.

Amélioration de la production industrielle en janvier

L'indice de la production industrielle (IPI), qui mesure la production des usines, centrales électriques et activités minières, a progressé de 5,9 % en g.a. au mois de janvier, porté par l'accélération de la production manufacturière et de la production d'électricité. Le secteur manufacturier, principal moteur de l'industrie, a enregistré une hausse de 7,3 % sur la période. Les industries orientées vers l'exportation, qui représentent environ deux tiers du secteur manufacturier, ont particulièrement contribué à cette dynamique, notamment grâce à la progression des produits informatiques, électroniques et optiques, ainsi que des huiles végétales et animales. Par ailleurs, la croissance des industries orientées vers le marché domestique s'est également renforcée en janvier, soutenue par la transformation alimentaire et la fabrication de produits métalliques.

Singapour

Le conflit au Moyen-Orient ravive le risque d'inflation importée à Singapour

Le choc énergétique lié à l'escalade des tensions au Moyen-Orient pèserait d'abord sur les prix plutôt que sur l'activité à Singapour d'après les économistes de DBS. Dans un scénario où le Brent se maintiendrait autour de 100 USD/baril sur le reste de l'année, l'inflation augmenterait de 1,5 point, tandis que la croissance serait amputée de 0,4 point. Le risque principal tient à la forte dépendance du pays au gaz importé pour sa production d'électricité, même si la diversification des approvisionnements en GNL et les importations

par gazoduc depuis l'Indonésie et la Malaisie offrent des amortisseurs. L'exposition commerciale directe au Moyen-Orient reste en revanche limitée, les exportations de biens vers la région ne représentant qu'environ 1,5 % du total en 2025. Dans ce contexte, la hausse durable des coûts de l'énergie et du transport pourrait surtout raviver l'inflation importée : le ministre du commerce et de l'industrie A. Tan a indiqué le 13 mars que les prévisions économiques du pays étaient en train d'être mise à jour. Pour rappel en janvier la MAS prévoyait une inflation entre 1,0% et 2,0% cette année, tandis que le MTI avait relevé ses prévisions de croissance entre 2,0% et 4,0%. Le gouvernement dispose de marges de manœuvre budgétaires jugées confortables. En revanche selon certains économistes, une hausse des prévisions d'inflation pourrait inciter la MAS à durcir sa politique monétaire à la prochaine réunion, qui se tiendra le 14 avril.

Singapour conteste les données commerciales américaines dans le cadre de l'enquête au titre de la section 301

Singapour a contesté les éléments retenus par l'administration américaine dans le cadre de l'enquête ouverte par l'US Trade Representative au titre de la section 301 sur de possibles surcapacités manufacturières. Le ministère singapourien du Commerce et de l'Industrie (MTI) fait valoir qu'en 2024, la cité-État a enregistré vis-à-vis des États-Unis un déficit commercial total d'environ 27 Md USD, se décomposant en un déficit de 1,7 Md USD sur les biens et de 25,1 Md USD sur les services, et non un excédent bilatéral. Le MTI conteste également l'analyse américaine sur l'évolution des capacités industrielles, en soulignant que les taux d'occupation des surfaces industrielles demeurent proches de 90 %. Les autorités singapouriennes ont indiqué avoir transmis ces éléments à la partie américaine et engager des échanges afin d'obtenir des clarifications sur les données mobilisées et sur le périmètre de l'enquête.

L'américain Quantinuum conforte l'ambition de Singapour dans le quantique

L'entreprise américaine Quantinuum, née en 2021 du rapprochement entre Honeywell Quantum Solutions et Cambridge Quantum et aujourd'hui positionnée comme l'un des principaux acteurs mondiaux du secteur, a annoncé le 11 mars l'ouverture à Singapour d'un centre de R&D et d'opérations. Cette implantation s'accompagnera du déploiement du système Helios, développé par l'entreprise, dans la cité-État plus tard en 2026. Il s'agit de la première installation de cette hors des États-Unis. Soutenu par l'EDB, le projet vise à approfondir les coopérations avec l'écosystème local dans les secteurs de la pharmacie, des matériaux et de la finance, tout en contribuant à la formation de talents. Cette annonce conforte la stratégie de Singapour de montée en gamme sur les technologies quantiques, dans le cadre de sa National Quantum Strategy, lancée en 2024 et dotée de 300 M SGD.

Vietnam

Forte hausse des prix des carburants au Vietnam dans le contexte du conflit au Moyen-Orient.

A la suite de l'attaque du 28 février, marquant une nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient impliquant l'Iran, les prix des carburants au Vietnam ont fortement augmenté. Au total, entre le 28 février et le 12 mars, le prix de l'essence RON 95-III a progressé de 25,3 % alors que celui du diesel a augmenté de 37,4 % et du kérosène de 25,4 %. En plus des quatre ajustements tarifaires, afin de limiter l'impact de l'évolution des prix mondiaux du pétrole sur le marché vietnamien, plusieurs mesures ont été mises en place par le gouvernement : (1) le 9 mars, les droits de douane à l'importation pour certains carburants – dont l'essence, le diesel et le kérosène - ont été abaissés à 0 % ; (2) le 10 mars, l'utilisation du fonds de stabilisation des prix de carburants a été initiée ; (3) puis le 12 mars, le Premier Ministre a demandé la constitution d'un plan pour accélérer le réapprovisionnement des réserves nationales de pétrole. Cette situation met en lumière la forte dépendance énergétique du Vietnam. En 2025, selon les douanes vietnamiennes, il a importé 18,8 Md USD de pétrole et de gaz, incluant le pétrole brut, le GPL et les produits pétroliers. Bien que les deux raffineries Nghi Son et Dung Quat couvrent environ 70 % de la demande intérieure, leurs matières premières restent majoritairement importées. La raffinerie de Nghi Son dépend du pétrole brut provenant du Koweït, acheminé via le détroit d'Ormuz, actuellement bloqué. De son côté, la raffinerie de Dung Quat importe également 30 à 35 % de ses intrants. Les principaux importateurs vietnamiens indiquent que les importations prévues pour mars se déroulent normalement, mais celles d'avril pourraient devenir plus difficiles en raison de la hausse des prix mondiaux et de la tendance de certains pays à limiter leurs exportations pour protéger leur sécurité énergétique.

Economie : Des effets globalement modérés attendus des tensions au Moyen-Orient sur l'économie vietnamienne.

Le conflit au Moyen-Orient devrait avoir un impact globalement modéré sur l'économie vietnamienne, selon les premières analyses économiques. D'après la société d'investissement VinaCapital, l'exposition directe du Vietnam au Moyen-Orient demeure limitée, les exportations vers cette région représentant moins de 3 % du total des exportations du pays. L'impact principal concernerait l'inflation, en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Cette augmentation de 30 % des cours du pétrole pourrait faire progresser l'inflation au Vietnam de 2,5 % à près de 4 % dans les prochains mois. Dans un pays fortement dépendant des importations d'hydrocarbures, cette hausse se répercutera sur les coûts de production pour l'industrie, de transport et la logistique. Selon VietnamBriefing, les tensions géopolitiques pourraient également perturber les chaînes d'approvisionnement et les routes maritimes

internationales. Une hausse des coûts d'assurance et de transport maritime pourrait ainsi peser sur les exportateurs vietnamiens et réduire leurs marges. Deux scénarios sont envisagés : (1) Dans l'hypothèse d'un conflit de courte durée, limité à quelques mois, l'impact macroéconomique serait relativement modéré : la croissance du PIB vietnamien pourrait reculer d'environ 0,1 à 0,2 point de pourcentage. (2) En revanche, dans un scénario de conflit prolongé dépassant six mois et perturbant durablement les routes maritimes stratégiques et les marchés énergétiques, l'impact pourrait être plus marqué. La croissance du PIB du Vietnam pourrait alors diminuer de 0,4 à 0,8 point de pourcentage, tandis que les exportations pourraient reculer de 2 à 5 %.

Nucléaire : Le Vietnam s'apprêterait-il enfin à conclure un accord avec la Russie ?

L'agence russe Interfax a relayé le 6 mars dernier un communiqué laconique du ministère russe de l'Energie, indiquant que Moscou s'apprêterait à signer avec Hanoï une série de documents importants relatifs à leur partenariat dans le domaine de l'énergie nucléaire. Il fait référence au projet de collaboration pour la construction de la centrale Ninh Thuan 1 qui pourrait être équipée de réacteurs Rosatom. Des annonces similaires avaient déjà été relayées par le Premier ministre Pham Minh Chinh en janvier 2026, sans être immédiatement suivies d'effets. Pour rappel, les négociations entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et son homologue russe devaient initialement être conclues en juillet 2025 et permettre la signature d'un accord intergouvernemental en août. De même, les négociations financières sur l'offre de crédit, menées par le ministère des Finances, devaient aboutir en septembre dernier. Or, à part un accord entre EVN et Rosatom signé en janvier 2025 visant à « renforcer la coopération dans le domaine nucléaire » dont le contenu n'a pas été rendu public, aucune avancée concrète n'a été constatée sur ce projet. Pour rappel, la Russie avait été choisie pour ce projet du fait, selon Fulcrum, de la longue coopération avec le Vietnam dans le domaine énergétique, de son expérience dans la construction de réacteurs nucléaires et de la possible mise en place de facilités financières, que le conflit en Ukraine a toutefois mises à mal.

Thaïlande

Approvisionnement en pétrole et GNL : la Thaïlande sous pression face au conflit au Moyen-Orient

La fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran depuis le 28 février expose fortement la Thaïlande, qui dit avoir augmenté de 30 jours ses réserves stratégiques (de 61 à 90 jours désormais). Les prix asiatiques du GNL acheté au comptant ont plus que doublé depuis le début du conflit, contraignant PTT — groupe énergétique d'État et principal importateur de GNL du pays — à se rabattre sur une livraison en avril faute d'avoir pu en sécuriser une pour fin mars, et le gouvernement à programmer trois livraisons supplémentaires en urgence. Les

perturbations sur l'approvisionnement en pétrole et gaz ont conduit plusieurs grands groupes industriels et agroalimentaires à suspendre leur production ou à signaler des stocks en tension (comme TOA Paint, ou encore le fabricant de nouilles instantanées Mama) tandis que Thai Airways a annoncé une hausse de ses tarifs de 10 à 15 % pour compenser la hausse des coûts de carburant aérien. Sur le plan budgétaire, le Fonds de stabilisation pétrolière (Oil Fund) maintient le prix du diesel plafonné à 0,95 USD/litre (29,94 THB/litre), pour une dépense dépassant 32 M USD/jour (1 Md THB/jour), le gouvernement disposant d'une capacité d'emprunt résiduelle de 632 M USD (20 Md THB), mais pourrait autoriser le relèvement du prix du diesel si la crise se prolonge. Selon le Conseil national de développement économique et social, si le conflit se prolonge au-delà d'un mois, le baril pourrait atteindre 115-125 USD, ramenant la prévision de croissance 2026 de +2,0 % à +1,3 %. À noter qu'un navire thaïlandais a été touché dans le détroit d'Ormuz, sans impact économique significatif recensé à ce stade. Pour renforcer sa résilience à long terme, le Conseil des ministres a approuvé le renouvellement jusqu'en novembre 2028 du mémorandum de coopération avec le Japon sur les investissements amont dans le GNL et les infrastructures de stockage

Indications géographiques : 252 produits enregistrés pour plus de 3,6 Md USD de revenus annuels

La Thaïlande a franchi en février 2026 un cap significatif en matière d'indications géographiques (IG), un mécanisme de protection juridique liant la qualité d'un produit à son territoire d'origine. Le Département de la propriété intellectuelle (DIP) du ministère du Commerce recense désormais 252 produits IG enregistrés, générant plus de 3,6 Md USD (114 Md THB) de revenus économiques annuels. Ce portefeuille ne se cantonne pas aux produits agricoles et se positionne comme levier économique multi-sectoriel, couvrant trois domaines : l'agriculture avec 167 IG (dont 24 variétés de riz), l'artisanat avec 46 IG (soieries, poteries traditionnelles) et l'agroalimentaire avec 39 IG (vins régionaux, fruits de mer, spécialités locales). Le dispositif repose sur une logique de « qualité d'abord, marketing ensuite » : les producteurs doivent mettre en place un système de contrôle qualité certifié et passer une inspection avant d'être autorisés à utiliser le logo IG, une certification valable deux ans et renouvelable. En contrepartie, ils bénéficient d'un accompagnement commercial — développement des emballages, participation à des foires, vente en ligne et coopération logistique avec Thailand Post. Pour 2026, les autorités thaïlandaises prévoient l'enregistrement de 26 produits supplémentaires couvrant 23 provinces, pour un apport estimé à 80 M USD (2,6 Md THB) aux économies locales. Au-delà de la protection commerciale, chaque enregistrement renforce la traçabilité, l'organisation des producteurs locaux et le positionnement à l'export, faisant du dispositif IG un véritable instrument de développement rural, de valorisation du patrimoine culturel et naturel thaïlandais. Le DIP, en partenariat avec la Chambre de commerce thaïlandaise, ambitionne de positionner ces « marques locales » sur des plateformes

commerciales premium à l'international — une dynamique qui pourrait également faciliter la reconnaissance des IG européennes dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange UE-Thaïlande.

Secteur automobile : GWM investit 314 M USD supplémentaires en Thaïlande

Le constructeur automobile chinois Great Wall Motor (GWM) a annoncé un investissement additionnel de 314 M USD (10 Md THB) sur 2 à 3 ans pour développer de nouveaux modèles et accroître la capacité de production de son usine implantée à Rayong, province située au cœur de l'Eastern Economic Corridor (EEC), principale zone industrielle de Thaïlande. La capacité de production, actuellement de 32 000 véhicules en 2026, devrait atteindre près de 80 000 unités d'ici 2029, pour alimenter à la fois le marché domestique et les marchés à l'exportation vers l'ASEAN, l'Australie et le Brésil. Pour 2026, GWM prévoit le lancement de 7 nouveaux modèles dont l'ORA 5 en versions hybride et électrique, avec un objectif de ventes de 25 000 unités (+40 % en glissement annuel). Le groupe, qui célèbre ses 5 ans de présence en Thaïlande avec un cumul de 55 000 véhicules vendus et un record historique de ventes en 2025 (+146 %), ajuste par ailleurs sa stratégie commerciale en confiant aux concessionnaires la gestion de leurs propres stocks, tout en maintenant une politique de prix unique sur l'ensemble du territoire national.

Philippines

136 M USD de prêt concessionnel du Japon pour la réhabilitation de la ligne MRT-3 à Manille

Le 3 mars, le gouvernement philippin et la Japan International Cooperation Agency (JICA) ont signé un accord de prêt concessionnel destiné à financer la réhabilitation de la ligne Metro Rail Transit 3 (MRT-3). D'un montant maximal de 136 M USD (22 Md JPY) et d'une maturité de quarante ans, ce financement vise à améliorer la sécurité et la qualité de service de cette ligne du transport urbain du Grand Manille, confronté à une congestion chronique. Le projet prévoit la réhabilitation de trains et d'infrastructures vieillissants, en mobilisant les technologies et l'expertise japonaises en matière de maintenance afin d'accroître la disponibilité opérationnelle et la sûreté du réseau. Mis en œuvre par le Department of Transportation, le projet devrait être achevé d'ici octobre 2027. Pour rappel, le Japon demeure la première source d'aide publique au développement des Philippines, représentant 34 % du portefeuille total en 2025 (42 Md USD).

Conflit au Moyen-Orient : annonce de mesures pour limiter l'impact de la hausse prévue des prix de l'énergie

Le 6 mars, le président Ferdinand Marcos Jr. a annoncé des mesures d'économie d'énergie et de soutien ciblé afin d'atténuer les effets de

la hausse attendue des prix des carburants aux Philippines. Il a notamment ordonné le déblocage de subventions de carburant destinées aux transports publics (5 000 PHP pour les conducteurs de jeepney, de taxi et de tricycle) effectives à partir de mardi 17 mars. Des aides sont également prévues dans les prochains jours par le Department of Agriculture pour les agriculteurs (5 000 PHP) et les pêcheurs (3 000 PHP). Par ailleurs, une semaine de travail de quatre jours est appliquée dans les agences publiques depuis le lundi 9 mars afin de réduire la consommation énergétique de l'administration et de limiter les coûts de déplacement des agents. Le secteur privé a été encouragé à faire de même. Ces mesures interviennent alors que les autorités anticipent une hausse des prix à la pompe la semaine prochaine (+0,13 USD/l pour l'essence, +0,29 USD/l pour le diesel et +0,55 USD/l pour le kérosène). Le président a également appelé le Congrès à adopter des mesures pour atténuer l'impact de cette hausse, notamment via un ajustement temporaire des taxes sur les carburants et une révision du Biofuels Act de 2006.

Augmentation de l'inflation à 2,4 % en février 2026 sous l'effet de l'alimentation et de l'énergie

L'inflation poursuit sa reprise, s'établissant à 2,4 % en février 2026 (contre 2,0 % en janvier 2026 et 2,1 % un an plus tôt), toujours dans la cible de la banque centrale (BSP) de 2 à 4 %. Cette hausse est principalement portée par l'augmentation des prix alimentaires (+1,8 % contre 1,1 % en janvier), des services hôteliers et de restauration (4,4 % contre 4,0 % en janvier) ainsi que du logement, eau, électricité, gaz et autres carburants (3,5 % contre 3,0 % en janvier). La BSP surveille de près l'évolution de la situation au Moyen-Orient, notamment les perturbations de l'offre pétrolière ayant déjà entraîné une hausse nette des prix des carburants sur le seul mois de février (+0,05 USD/l pour l'essence, +0,07 USD/l pour le diesel et +0,06 USD/l pour le kérosène) et de nouvelles hausses sont anticipées. Pour rappel, les Philippines importent plus de 50 % de leurs besoins énergétiques, poste qui occupe une place significative dans le panier de consommation moyen des ménages.

Cambodge

La diversification (enfin) à l'œuvre

Sur les deux premiers mois de l'année, le commerce extérieur cambodgien a progressé de 17,6 % comparé à janvier-février 2025. Les importations (+18 %, 5,89 Md USD) ont crû plus rapidement que les exportations (+17,2 %, 5,23 Md USD). La balance commerciale s'est donc légèrement creusée (taux de couverture : 88,8 % contre 89,4 % en 2024). Les exportations textiles vers les pays occidentaux (+6,5 %) restent prépondérantes mais ne représentent plus la majorité (49,7 % contre 54,7 % en 2024). Ce recul reflète une diversification des exportations : le caoutchouc (+35,8 %) et les meubles (+61,6 %) représentent désormais 13,4 % des exportations totales (contre 10,8 % en 2024). Les échanges avec la Chine ont aussi augmenté de plus d'un tiers. Celle-ci fournit toujours plus de la

moitié des importations cambodgiennes (55,8 %, +34,2 % en g.a.), principalement des produits à haute valeur ajoutée (appareils électriques, véhicules). Les matières premières textiles, issues aussi de Chine et du Vietnam, constituent 20,2 % des importations. Elles alimentent une industrie qui reste le principal moteur des exportations du pays.

Les prix des carburants s'enflamment

La crise au Moyen-Orient a entraîné une hausse significative des prix du carburant cambodgien. En quatre jours, le prix du gazole a augmenté de 57,1 % (6 050 KHR), celui de l'essence de 35,1 % (5 200 KHR). Ces prix, habituellement révisés tous les 10 jours, sont désormais ajustés tous les trois jours, signe d'une évolution rapide des prix sur les marchés internationaux. Ces prix plafonds sont imposés aux compagnies pétrolières, sous peine de révocation de licence. Cela n'a pas empêché de constater un franchissement des limites dans les stations-services rurales. Pour alléger cette hausse des prix, le gouvernement a instauré une subvention de 0,06 USD/l. Selon l'association logistique du Cambodge, ces augmentations ont renchéri les coûts de transport et de logistique de 12 % à 15 %. Le Cambodge importe entièrement sa consommation de carburant. Les réserves nationales ont chuté à l'équivalent de 21 jours de consommation, contre 30 jours au début du mois.

Une dette publique soutenable

Selon le ministère de l'économie et des finances, la dette publique s'élevait à 13,05 Md USD fin 2025 (26,5 % du PIB), en hausse de 8,5 % par rapport à 2024. Elle reste principalement détenue par des créanciers étrangers (98 %), en majorité de Chine. En 2025, le gouvernement a contracté 1,23 Md USD de nouveaux emprunts concessionnels (-31 % en g.a.), soit 45 % du montant autorisé par la loi de finances. Malgré une croissance de 115 %, les émissions d'obligations souveraines restent embryonnaires (172,2 M USD). Selon le FMI, la dette publique cambodgienne est soutenable et présente un faible risque de défaut. Trois facteurs lui sont favorables : le ratio dette/PIB est inférieur au seuil de vigilance de 55 % ; le taux d'intérêt moyen (1,2 %) est inférieur à la croissance du PIB (+4,8 %) ; et les échéances de remboursement s'étendent sur plus de 25 ans. Le principal risque concerne les garanties apportées par l'État à des projets d'infrastructures, notamment ceux financés en PPP, même si le ministère de l'économie et des finances reste plutôt prudent.

Laos

Le gouvernement assure que l'approvisionnement en carburant reste sous contrôle malgré les tensions internationales

Le porte-parole du gouvernement lao, Sonexay Sithphaxay, a indiqué le 12 mars que l'approvisionnement en carburant demeurerait « gérable », malgré les inquiétudes liées aux tensions au Moyen-Orient et à la hausse des prix mondiaux du pétrole (le prix du baril a dépassé

les 115 USD le 9 mars 2026). Les autorités attribuent les pénuries ponctuelles observées dans certaines stations-service à des retards logistiques plutôt qu'à une pénurie nationale. Le Laos demeure toutefois entièrement dépendant des importations de carburants, qui représentent près de 19 % des importations totales du pays selon les dernières estimations de Trading Economics. Ces importations proviennent à plus de 97,1% de Thaïlande en 2025 sur un total de 1,26 Md USD. Les autorités ont annoncé une réduction d'environ 200 LAK par litre (0,01 USD/L) et étudient la mise en place de subventions ciblées, notamment pour le diesel. Dans un contexte macroéconomique fragile, avec une inflation encore élevée à 6,2 % en février 2026 après 7,7 % en moyenne en 2025, toute hausse durable des prix de l'énergie pourrait accentuer les pressions inflationnistes et peser sur les secteurs du transport et de l'agriculture.

La connectivité transfrontalière se renforce avec les ponts de l'amitié lao-thaïlandais

Le Laos et la Thaïlande ont engagé des discussions sur la construction d'un 6^e pont de l'amitié au-dessus du Mékong, illustrant leur volonté de poursuivre le renforcement des infrastructures de transport bilatérales. Cette annonce intervient alors que le 5^e pont lao-thaïlandais, inauguré fin 2025 entre Bolikhamxay et Bueng Kan, a généré plus de 2,2 M USD de recettes dès son premier mois d'exploitation. Les autorités y voient un levier de soutien aux échanges commerciaux, au tourisme et à la circulation des personnes entre les deux pays. Le développement de ces infrastructures confirme la priorité accordée par Vientiane à l'amélioration de la connectivité régionale, dans un contexte où le désenclavement logistique demeure un enjeu structurant pour l'économie lao. Il pourrait également renforcer l'attractivité du Laos comme hub de transit entre la Thaïlande, la Chine et le reste de la sous-région du Mékong.

Birmanie

Réaction au conflit au Moyen-Orient : pénuries dans les grandes villes et rationnement

Depuis le 2 mars 2026, plusieurs grandes villes birmanes font face à des pénuries de carburants, sur fond de fermetures de stations-service et files d'attente massives. Mandalay, Naypyitaw, Myawaddy, Tachileik, Taunggyi, Hpa-An, et Myitkyina seraient notamment concernées. En réaction, la junte met en œuvre une politique de rationnement, consistant en circulation et vente d'essence alternées en fonction de la plaque d'immatriculation à partir du 7 mars. Le régime a annoncé disposer de 40 jours de réserves de gaz et de pétrole en date du 4 mars. Près de 99 % de la consommation birmane en pétrole raffiné (125 k barils/jour en 2024) est importée, principalement de Singapour et de Malaisie, et dans une moindre mesure de Thaïlande. Le 11 mars, la Thaïlande a annoncé que la Birmanie (comme le Laos) ne serait pas concernée par la suspension de ses exportations de pétrole brut et raffiné. La Thaïlande dépend

elle-même des importations de gaz naturel birman pour près de 14 % de sa consommation en 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr